



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Projet de loi de finances pour 2025

Question au Gouvernement n° 53

[Texte de la question](#)

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025

**Mme la présidente** . La parole est à M. Éric Ciotti.

**M. Éric Ciotti** . Monsieur le Premier ministre, lors de votre déclaration de politique générale vous vous étiez engagé, face à la situation de quasi-faillite de l'État, à produire un plan de redressement reposant pour deux tiers sur des économies, et pour un tiers sur des augmentations d'impôts. La triste réalité vient d'être révélée par le Haut Conseil des finances publiques : les Français devront supporter un plan constitué à 70 % de hausses d'impôts, et d'à peine – au mieux – 30 % d'économies.

**Un député du groupe EPR** . Ce n'est pas ce que le Haut Conseil a dit !

**M. Éric Ciotti** . Quelle absence de courage !

**M. Erwan Balanant** . En matière d'absence de courage...

**M. Éric Ciotti** . Quelle facilité ! Nous nous opposerons à ce budget, qui conduira à une récession, et qui frappera les ménages et les entreprises.

**M. Philippe Gosselin** . Allez, monsieur Ciotti, un peu de modération !

**M. Éric Ciotti** . Au vu de ce budget, digne des gouvernements socialistes (*Exclamations sur les bancs du groupe SOC*),...

Mais oui !

**M. Erwan Balanant** . François Hollande, sors de ce corps !

**M. Éric Ciotti** . ...je me demande si vous n'êtes pas devenu le Premier ministre rêvé du Nouveau Front populaire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

Pour moi, un Premier ministre de droite n'augmente pas les impôts des Français alors que nous sommes déjà le pays où les taxes sont les plus élevées.

Pour moi, un Premier ministre de droite ne s'attaque pas aux retraités, qui ont travaillé et cotisé toute leur vie, en désindexant leurs retraites.

Pour moi, un Premier ministre de droite ne sanctionne pas les entreprises. Or vous augmentez leurs charges de 13 milliards d'euros.

Pour moi, un Premier ministre de droite baisse les dépenses publiques ; vous les alourdissez de 2,1 points de PIB.

Pour moi, un Premier ministre de droite a le courage de s'attaquer au coût de l'immigration, or vous augmentez le budget de l'aide médicale de l'État ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Michel Barnier**, *Premier ministre*. Monsieur le président Ciotti, n'ayez pas la mémoire courte et, surtout, cessez de nous donner des leçons.

**M. Philippe Gosselin** . Eh oui !

**M. Michel Barnier**, *Premier ministre*. Je les écoute toujours avec attention et je continuerai de les écouter, d'où qu'elles viennent, à condition qu'on s'en tienne aux faits, aux chiffres, à la vérité.

**M. Éric Ciotti**. C'est ce que je fais !

**M. Michel Barnier**, *Premier ministre*. Or les faits, les chiffres, la vérité, c'est d'abord que, si on regarde le passé récent, en 2017 et 2018, les gouvernements précédents ont ramené le déficit en dessous de 3 % du PIB. Ensuite, il y a eu un emballement considérable : 300 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires dans tous les domaines, et 1 000 milliards de dette supplémentaires. Voilà la vérité des faits, des chiffres.

Cet emballement s'explique. Il y a eu l'inflation, la crise, la guerre en Ukraine...

**M. Aurélien Le Coq** . Et les cadeaux faits aux riches !

**M. Michel Barnier**, *Premier ministre*. Il y a surtout eu cette crise terrible qui a touché tant de Français et dont les conséquences se font encore sentir : le covid. (*Protestations sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

**M. Bryan Masson**. La bonne excuse !

**M. Michel Barnier**, *Premier ministre*. Pendant cette crise, beaucoup des citoyens et beaucoup des entreprises de vos circonscriptions ont été protégés. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR.*)

**M. Erwan Balanant** . Exactement !

**M. Michel Barnier**, *Premier ministre*. Ce qui est vrai, c'est qu'on a mal maîtrisé la sortie de crise.

**M. Sébastien Chenu**. Bref, on a fait n'importe quoi !

**M. Michel Barnier**, *Premier ministre*. Vous avez d'ailleurs proposé récemment la création d'une commission d'enquête, qui devra déterminer les chiffres, les faits, la vérité...

**M. Hervé de Lépinau** . Et les responsabilités !

**M. Michel Barnier**, *Premier ministre*. ...et les dire aux Français. Pour ma part, aussi longtemps que je serai à ce banc comme Premier ministre, je m'en tiendrai aux faits, aux chiffres, et je dirai la vérité. Nous avons 3 250 milliards d'euros de dette et, pour la seule année 2024, le montant des intérêts que nous acquittons s'élève à 55 milliards d'euros. Cela représente 800 euros par Français, qu'il soit un bébé ou une personne âgée.

Voilà la vérité.

**Mme Émilie Bonivard** . C'est de l'argent jeté par les fenêtres !

**M. Hadrien Clouet** . La faute à qui ?

**M. Michel Barnier**, *Premier ministre*. Face à cette situation, j'ai proposé un budget responsable, qui exige un effort très important, qui se traduira, pour deux tiers, par une maîtrise de la dépense publique dans différents domaines et, pour un tiers, par des contributions exceptionnelles et ciblées, voilà la vérité.

C'est un budget, j'y insiste, de vérité, un budget de solidarité, un budget de responsabilité et un budget – vous serez sensible au terme – de souveraineté. Si nous laissons filer la dette et la crise qui va avec, nous perdrons notre souveraineté, et je ne le veux pas. Le Gouvernement n'a pas envie et n'acceptera jamais que l'avenir de nos enfants se décide à Washington, à New York, ou à Pékin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR et quelques bancs du groupe EPR.*)

**M. Thibault Bazin**. Très bien, monsieur le Premier ministre !

### Données clés

**Auteur** : [M. Éric Ciotti](#)

**Circonscription** : Alpes-Maritimes (1<sup>re</sup> circonscription) - UDR

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 53

**Rubrique** : Finances publiques

**Ministère interrogé** : Premier ministre

**Ministère attributaire** : Premier ministre

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 16 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 octobre 2024